

**RÉPONSES À LA DEMANDE DE RENSEIGNEMENT NO 2
DE L'ACEF DU QUÉBEC**

Demandes de documents :

- L'article 6.2 du Règlement que vous proposez réfère aux normes de fiabilité approuvés par la Régie : si cela implique que les deux documents techniques, portant sur les critères de conception (HQT-3 doc. 1, p.28-29), sont implicitement approuvés par la Régie de l'énergie, alors nous demandons le dépôt de ces deux documents.

R- Hydro-Québec ne demande pas l'approbation par la Régie de ces deux documents techniques.

Questions complémentaires à nos questions du 7/09/2000 :

-Les chiffres concernant la dette totale d'H.Q. et la dette d'H.Q. garantie par le gouvernement, de 1999 à 2001, sont-ils des valeurs de fin d'année ou des moyennes ?

R1. Les chiffres concernant la dette totale d'Hydro-Québec et la dette d'Hydro-Québec garantie par le gouvernement, de 1999 à 2001, sont des valeurs de fin d'année.

- À notre première question portant sur les modifications au règlement 659, H.Q. répond en nous renvoyant à la réponse à la Question 44.1 du RNCREQ, ce qui pour nous n'a pas rapport, veuillez s.v.p. répondre correctement aux deux éléments de cette question :

a) (Article 1.14) Au lieu de coût annuel de transport on devrait plutôt parler de " revenus requis " car cela inclut une marge de profit. (êtes-vous d'accord avec cette remarque ?)

Ra) Du point de vue d'une entreprise à tarifs réglementés, le revenu requis représente le montant nécessaire (1) au recouvrement des dépenses qu'elle doit encourir pour assurer la prestation des services réglementés et (2) à une rémunération adéquate de ses investisseurs. Du point de vue des consommateurs de ces services réglementés, la somme de ces deux éléments constitue

le coût du service. Par conséquent, du point de vue économique, le rendement raisonnable sur les investissements de l'entreprise fournissant des services réglementés constitue un coût pour l'obtention de ces services et fait partie du coût de service.

Ainsi, en regard de la présente cause, les expressions "coût du service de transport" et "revenu requis du service de transport" sont donc équivalentes et l'une peut parfois être préférable à l'autre selon le contexte dans lequel elle est utilisée. Dans le contexte de l'article 1.14 dont il est ici question, nous considérons donc préférable l'expression "coût annuel de transport".

b) Pourquoi ne pas définir un revenu requis global qui incluerait les revenus des services point à point ? Autrement dit pourquoi dans le règlement, seulement spécifier le revenu requis de la charge locale et des services en réseau intégré ?

Rb) La question réfère à l'article 1.14 des *Tarifs et Conditions* qui vise expressément à établir la répartition du coût de service pour la charge locale et les clients utilisant un service en réseau intégré. Il a été expliqué à la pièce HQT-10, Document 1 que le prix payé par ces clients correspond à la différence entre les revenus requis totaux et les revenus prévus des services de point à point de court et de long terme, soit le montant indiqué à l'Appendice H, compte tenu que pour ce type de services, il n'y a pas de réservation nécessaire.

Par ailleurs, les clients utilisant un service de point à point doivent réserver des capacités de transport et ils sont facturés pour leurs réservations à partir d'un prix unitaire (\$/kW). Les prix unitaires des services de point à point de court et de long terme sont indiqués dans les *Tarifs et Conditions*.

Questions sur le témoignage traduit du Dr R.A. Morin (HQT-9 doc. 1.1)

C) Concernant spécifiquement le texte de votre preuve dans la présente cause ?

- 1) Quelle différence faites-vous en terme théorique, pratique et empirique entre le rendement sur avoir propre de l'entreprise et le rendement du marché boursier (qui inclue l'effet combiné des dividendes et du gain de capital) ? Ne devrait-on pas différencier actions régulières et privilégiées ? de même ne faudrait-il pas différencier valeur au livre des actifs (plus appropriée pour les utilités à propriété publique) de valeur marchande ?

R-C1) a) The goal of regulation is to establish a fair and reasonable accounting return on HQ's common equity capital which equals the cost of common equity. The latter is based on investors' required return. The latter is necessarily a market-based return. If the regulator sets the allowed return equal to the cost of capital, the ratio of market price and book value of equity at replacement ("Q-Ratio") will converge to one.

b) HQ has no preferred stock outstanding

- 2) Quelle différence de niveau et d'explication causale y-a-t-il entre prime de risque sur les obligations d'H.Q. et prime de risque versée à l'actionnaire ? La garantie d'emprunt gouvernementale a-t-elle un impact différent sur ces deux primes?

R-C2) Bond ratings and the risk of common stock investment are closely related. Many important financial risks common to both debt and equity holders originate in price stability and revenue variability. However, the priority of debt claims on operating cash flows, relative cost rates, and the proportions of debt to equity in the capital structure change the location and shape of the probability distribution of returns to each of the major classes of financing. Therefore, the risks as between bonds and stock are not the same, although they are highly correlated. Companies with low bond ratings tend to be associated with high equity risks.

3) Vous laissez entendre que la part d'avoir propre et le taux de rendement sont des déterminants principaux du niveau de risque et de la cote de crédit : ne faut-il pas d'abord tenir compte du niveau de liquidité des actifs, du niveau de profit non distribué, de la stabilité des revenus et bien sûr de la garantie de prêts gouvernementale ?

R-C3) The bond rating takes into account all the risk factors, including dividend policy, revenue stability, government guarantee, and degree of liquidity.

4) À mesure que "s'améliorent les critères financiers d'H.Q" la garantie de prêts gouvernementale ne serait-elle pas de moins en moins justifiée ? À partir de quel niveau de ratios financiers ne devrait-il plus y avoir de prime à payer pour cette garantie ?

R-C4) See Merrill Lynch.